

Macron, on fait le bilan

Education

La libéralisation de l'école a été menée tambour battant par Blanquer, qui a fait se succéder les réformes : Parcours Sup avec son lot de laissés pour compte ou d'orientés par défaut, nouveau Bac essentiellement en contrôle continu, le faisant apparaître comme un diplôme local, réforme du lycée créant une inégalité d'offre de spécialités sur le territoire. "Le lycée est devenu un palier assumé de ventilation des élèves vers des parcours en adéquation avec leurs profils sociaux." Le tout appliqué avec l'autoritarisme caractéristique du quinquennat Macron, en criminalisant et sanctionnant les opposants, personnels syndiqués et élèves.

Université et Recherche

Parcours Sup instaure de fait une sélection à l'entrée à l'université, et la réforme du Bac, avec la multiplication des spécialités et options, une concurrence accrue à l'entrée en licence. Les frais d'inscription pour les étudiants non européens explosent, créant une sélection par l'argent en faveur des établissements les plus réputés.

Quant à la Loi de Programmation de la Recherche, elle accentue fortement la marchandisation du secteur : précarisation avec un retour massif aux CDD, concurrence entre laboratoires pour obtenir des moyens qui se raréfient, sélection darwinienne des scientifiques et établissements les plus performants.

Les territoires

Le quinquennat Macron aura fortement accentué les inégalités territoriales.

Le recul des services publics est général, mais nettement plus prononcé dans les territoires ruraux et les petites communes, et la dématérialisation à marche forcée se fait au détriment des plus fragiles.

Le gouvernement s'est servi de l'argument de la dette publique pour confirmer sa démarche de contractualisation avec les collectivités locales. L'accroissement des compétences des élus locaux va de pair avec la réduction de leurs moyens financiers et humains, accentuant l'écart entre les territoires ruraux et les métropoles, qui sont moins impactées.

Droit des femmes

Cette "grande cause du quinquennat" – dit le candidat Macron de 2017 – n'aura connue que de bien timides avancées, montrant l'écart croissant entre les discours et les actes. Peu de choses ont changé concernant les violences faites aux femmes (qui ont même connu une forte augmentation pendant les périodes de confinement) ou encore les inégalités professionnelles (la rémunération des femmes reste 28% inférieure à celle des hommes) et les quelques textes adoptés n'ont pour la plupart aucun caractère contraignant.

Les femmes sont aussi les premières victimes de la réforme de l'assurance chômage, qui pénalise fortement les activités réduites ou discontinues, très majoritairement féminines.

Ce sont elles également qui sont touchées au premier chef par la réduction des services publics : elles sont majoritaires dans ce secteur, et en sont les premières usagères.

L'élargissement de la PMA reste la seule réelle avancée du quinquennat dans ce domaine.

Culture

Les mesures prises face à la crise sanitaire ont complètement occulté la culture, montrant clairement le peu de cas que Macron et son gouvernement font de cette activité "non-essentielle", qui concerne pourtant le développement du sens critique, la démocratie et l'émancipation. Mais quand il s'agit de pourfendre le service public, notamment audiovisuel ou de nier les dangers de la concentration sur la diversité culturelle et d'information en favorisant les "champions industriels privés", ils répondent présent !

Le pass culture de 300 € alloué aux jeunes part d'une bonne intention, mais s'avère au final encourager la reproduction des pratiques culturelles et donc des inégalités sociales, et profitera avant tout aux entreprises privées qui récupéreront la manne.

A travers l'affaiblissement du service public et l'encouragement des opérateurs privés, la culture sous Macron n'aura pas échappé au néolibéralisme et sa sacro-sainte loi du marché.

Pauvreté

Il s'agit là d'un des marqueurs du quinquennat : les mesures fiscales ont permis aux plus riches de s'enrichir encore davantage, alors que le taux de pauvreté a parallèlement progressé à cause d'une politique antisociale et inégalitaire – réforme des aides au logement et réforme de l'assurance chômage notamment. De par ses choix budgétaires, Macron aura donc bien mérité le qualificatif de "Président des riches", bien qu'il s'en soit défendu à plusieurs reprises. Voici quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes (source : Institut des Politiques Publiques) :

- la part du patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises, en pourcentage du PIB, est passée de 20% en 2017 à 43% en 2021 ;
- les mesures prises par son gouvernement auront fait gagner en moyenne 3 500 € aux 1% les plus riches, et fait perdre en moyenne 35 € aux 1% les plus pauvres ;
- la fortune des milliardaires français a progressé de 68 % en un an de crise sanitaire.

Santé

La dégradation de l'hôpital public a été mise en lumière par la crise sanitaire. Les quelques mesures prises dans l'urgence de la Covid ne suffiront pas à enrayer cette évolution. Macron a poursuivi et même amplifié la politique de réduction des dépenses publiques, au profit de l'offre privée des cliniques lucratives.

L'assurance complémentaire devra supporter le coût de la réforme "100% santé", et augmentera donc inévitablement ses tarifs pour y arriver. Ce seront donc au final les usagers qui paieront le prix fort. Ce développement de l'assurance complémentaire entrainera aussi une inégalité supplémentaire entre ceux qui auront les moyens de se payer une bonne couverture, et ceux qui devront se contenter du minimum.

Travail et chômage

Le mythe du "chômeur fainéant" gagnant plus au chômage qu'en travaillant, a été le prétexte de la réforme des indemnités de chômage, qui se retrouvent globalement réduites en montant et en durée, affectant en priorité les plus fragiles. Il y a une volonté de faire apparaître le chômage comme relevant de la responsabilité individuelle, plutôt que comme un risque social.

Les réformes de 2017 soumettent encore un peu plus les salariés à l'arbitraire patronal, en permettant à l'employeur d'imposer plus facilement des sacrifices à ses employés (salaires, horaires, cadences,...).

Le gouvernement se rengorge des bons chiffres du chômage de 2021. Mais après le creux historique de l'année 2020, une embellie était prévisible. Et les chiffres ne disent pas que les embauches se font maintenant majoritairement en CDD courts, précarisant donc davantage les salariés et augmentant les risques de subir la rigueur de la réforme de l'assurance chômage. Le gouvernement joue aussi sur les catégories A – B – C pour maquiller la situation : dans la communication, la baisse de la catégorie A, à laquelle se réfère le gouvernement, cache l'augmentation globale des 3 catégories.

Les discours culpabilisants sur les offres d'emploi non pourvues (il suffirait de traverser la rue pour trouver un emploi...) – 300 000 selon le premier ministre – ne tiennent pas compte des délais administratifs et des offres retirées. En réalité, leur nombre est moitié moindre.

L'alternative d'une transition écologique et sociale, en rupture avec le modèle libéral dominant, n'est guère envisagée. Plus probable sera le recours aux recettes néolibérales classiques qui se traduiront par une remise en cause des droits des salariés, et par une flexibilisation et précarisation accrues. Les minijobs non qualifiés et mal payés risquent de devenir la norme des nouvelles créations d'emploi.

Retraite

La retraite universelle par points, voulue par Macron et repoussée pour cause de crise sanitaire, ne tient pas compte des carrières courtes ou interrompues, qui concernent au premier chef les femmes, ou encore de la pénibilité qui a d'importantes conséquences sur l'espérance de vie.

Un régime par points s'inscrit dans une logique d'individualisation où la pension reflète la somme des cotisations versées, au détriment de la solidarité qui prévalait jusqu'ici. Seuls ceux qui en auront les moyens pourront se constituer une retraite complémentaire.

Le projet prévoit aussi un âge pivot, en-dessous duquel on ne pourra pas partir à taux plein, même si on a la durée de cotisation requise.

Par ailleurs, la prévision de plafonner les dépenses à 14% du PIB, alors que la proportion de retraités va augmenter, revient à programmer une baisse généralisée du montant des retraites.

Fiscalité

Dès son élection, Macron a fait prendre 3 mesures qui favorisent les plus riches : la baisse de l'impôt sur les sociétés, le passage d'un barème progressif à un prélèvement forfaitaire unique pour les revenus financiers et la transformation de l'ISF en IFI (impôt sur la fortune immobilière).

Prévues pour relancer les investissements, ces mesures ont avant tout dopé les dividendes, accentuant encore les inégalités.

Le CICE de 20 milliards annuels n'a pas non plus apporté les bénéfices attendus en terme d'emplois, ce cadeau aux grandes entreprises aurait pu être utilisé à bien meilleur escient.

Pour la baisse des impôts de production et la suppression de la taxe d'habitation, toutes perçues par les collectivités locales, l'Etat prévoit des compensations, mais renforce par là-même son pouvoir sur les finances locales.

Le bilan fiscal du quinquennat se résume en deux mots : déséquilibré et injuste.

Evasion fiscale

En dehors des effets d'annonce sur la lutte contre la fraude fiscale, et malgré les scandales mis au jour sur l'évasion fiscale des grandes multinationales et des contribuables les plus aisés (LuxLeaks, Panama papers, Pandora papers...), rien ou presque n'a été fait par le gouvernement pour changer cette situation. La traduction dans le droit français d'une liste noire européenne des paradis fiscaux sera inopérante puisque cette liste ne contient pas les principaux paradis fiscaux européens que sont le Luxembourg et l'Irlande par exemple. Et la réduction du nombre d'agents chargés des contrôles fiscaux ne va pas arranger les choses...

La taxation des GAFAs par l'instauration d'une taxe unique de 15%, favorise ces fraudeurs en puissance, par rapport aux PME et TPE plus lourdement taxées, et instaure un véritable permis de frauder.

Dettes

La dette publique française a largement dépassé les 100% du PIB, à cause notamment des récentes mesures gouvernementales liées à la situation sanitaire, et des nombreux cadeaux fiscaux octroyés aux plus riches et aux grandes entreprises, réduisant d'autant les marges de manoeuvre du gouvernement. Les services publics, et donc notre modèle de société, en sont les premières victimes, car la doxa néolibérale pour réduire la dette, qui trouve en Macron un fidèle thuriféraire, prône encore et toujours la sempiternelle réduction des dépenses publiques.

Privatisations

Les réformes de La Poste et de la Caisse des Dépôts et Consignation, principal investisseur dans le domaine de la transition écologique et sociale, alignent ces établissements sur les standards du marché, et les éloigne de leurs objectifs initiaux de cohésion sociale, écologique et territoriale. Les grandes entreprises publiques nationales (SNCF, EDF) sont aussi dans le viseur, à travers leur transformation en sociétés anonymes, prélude à la privatisation.

En privatisant ces entreprises, l'Etat se prive des moyens de coordination stratégique d'une économie de la sobriété indispensable pour la transition écologique et sociale. Et fait des grandes

entreprises privées et du monde de la finance les grands bénéficiaires de ces privatisations, dont certaines (EDG, ADP, Engie) n'ont été que repoussées par la crise sanitaire.

Politique commerciale

Macron est un zélé défenseur des traités de libre-échange, avec tout ce qu'ils impliquent pour les populations, l'environnement et la biodiversité : primauté du droit commercial sur toute autre valeur, agriculture intensive, multiplication des transports intercontinentaux, extractivisme, déforestation, etc. Il a hérité du dossier du CETA, accord de libre-échange avec le Canada. Malgré l'avis très critique de la commission d'experts, il a réussi, après une grande opération de communication, à faire adopter le texte par l'Assemblée nationale, alors que le Sénat, plutôt hostile, ne votera qu'après les présidentielles.

Concernant le Mercosur, il a fait preuve d'une hypocrisie rare : alors qu'il feignait de s'y opposer, la diplomatie française n'a eu de cesse de travailler en coulisse à Bruxelles pour faire adopter ce traité avec l'Amérique latine. Le refus de sortir du Traité pour la Charte de l'Energie (TCE), qui protège ceux qui investissent dans les énergies fossiles, montre bien que Macron se soucie plus des intérêts patronaux que du climat et de l'environnement.

Que ce soit pour ces traités, ou dans le cadre d'autres négociations en cours (Etats-Unis, Tunisie, Australie, etc), Macron s'est montré un zélé défenseur de la politique commerciale libérale de l'UE, en décalage complet avec les enjeux sociaux et écologiques actuels.

Agriculture

Les grandes consultations nationales (Convention Citoyenne pour le climat, Etats Généraux de l'alimentation, Assises Nationales de l'Eau) et le Projet Stratégique National (PSN) qui est la déclinaison française de la PAC, ont accouché d'une souris, ne remédiant en rien au problème des revenus agricoles et ne remettant pas en cause le modèle agricole dominant, qui ne permet pas de relever les défis de la transition agroécologique et de la souveraineté alimentaire.

La réintroduction des néonicotinoïdes pour les betteraves, le sursis obtenu pour le glyphosate, la non-suspension des cultures illégales d'OGM montrent que le gouvernement protège les véritables bénéficiaires de ces produits ou techniques.

La loi foncière promise par Macron pour protéger les terres agricoles de l'artificialisation et pour les répartir de façon juste n'a jamais vu le jour.

Un certain nombre de décisions gouvernementales vont également à l'encontre du bien-être animal et de la qualité des produits.

Climat

Les propositions du candidat Macron en matière de climat et d'environnement sont pour la plupart passées à la trappe, voire ont été prises à contre-pied comme pour le nucléaire par exemple. Et sous la pression des lobbies patronaux, la plupart des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat ont été carrément ignorées, révélant l'inaction climatique des gouvernements successifs sous Macron.

Par ailleurs, le soutien de Macron aux traités de libre-échange, qui encouragent les flux commerciaux et l'extractivisme, montrent également son peu de soucis des enjeux climatiques et environnementaux.

S'il en était besoin, la condamnation en 2021 de l'Etat français par les tribunaux pour inaction climatique est là pour rappeler le triste bilan des gouvernements de Macron en matière de lutte contre le réchauffement du climat.

Néocolonialisme

Le changement symbolique du Franc CFA par l'Eco, qui conserve la parité fixe avec l'Euro et maintient donc la dépendance monétaire et économique, et l'élargissement de la logique concurrentielle à travers les "accords de Samoa" laisse la nouvelle Françafrique structurellement inchangée, et même renforcée.

Le ton arrogant et paternaliste de Macron et la volonté d'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains (Liban, Mali) sont mal perçus. Et ses déclarations, qui laissent entendre que la

culture des pays africains freine leur développement économique, visent à justifier le maintien de relations économiques néocoloniales.

Immigration

Les réformes mises en place durant le quinquennat ont singulièrement durci les conditions pour obtenir le droit d'asile et ont instauré une discrimination entre migrants et réfugiés. De nombreux obstacles, peu compatibles avec la dignité, compliquent singulièrement le quotidien des migrants : instauration d'un délai de carence de 3 mois pour l'accès à la Protection Universelle Maladie, dématérialisation des démarches administratives, insuffisances de logements, complexité des lois concernant le droit au séjour, etc.

L'objectif est aussi de se retrancher derrière une UE qui fermerait ses frontières communes et les "externaliser" dans les pays à l'origine des migrations, en échange d'investissements économiques et financiers - en somme la politique migratoire vue comme un vaste échange de biens et de ressources humaines, régi par l'offre et la demande !

Depuis 2018, la France de Macron tient chaque année un triste record : elle est championne d'Europe concernant les obligations de quitter le territoire (OQTF).

Discriminations

Le plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme du gouvernement, principalement centré sur la communication et la sensibilisation, peut difficilement passer pour une politique concrète contre les discriminations racistes.

Bien au contraire, les déclarations de Macron sur le "monde universitaire" coupable "d'ethniciser la question sociale" et de favoriser le "sécessionnisme", de Blanquer sur l'islamo-gauchisme" supposé de l'Université, la suppression d'une institution comme l'Observatoire de la laïcité, la création du Laboratoire de la République pour pourfendre le nouveau fantasme des néoconservateurs que constitue la supposée idéologie "woke", entre autres positions et décisions, montrent que le quinquennat Macron s'est inscrit dans les traces de Sarkozy et Valls sur cette question des discriminations.

Laïcité

Les déclarations de Macron en la matière semblent indiquer qu'il est un tenant de la catholaïcité : la nation française serait laïque tout en étant la "fille aînée de l'Église". Comme sur d'autres sujets, une droitisation progressive est apparue, avec un net durcissement à l'égard de l'islam.

La loi sur le séparatisme de décembre 2020 modifie la loi de 1905 sur plusieurs points, renforçant notamment la surveillance des associations culturelles par l'administration qui les soumet à son veto tous les 5 ans.

La suppression de l'Observatoire de la laïcité est dans la logique de cette droitisation.

Libertés publiques

La rue est le lieu de toutes les protestations sociales. Mais la liberté de manifester est menacée par la logique policière de confrontation qui va à l'encontre des doctrines de désescalade, mises en oeuvre d'en d'autres pays.

En parlant de "foule haineuse" là où il s'agit plutôt de manifestants en colère, Macron fait resurgir la figure du manifestant imposteur, potentiellement dangereux et illégitime, par opposition à la police seule détentrice de la force légitime.

Avec la "loi anti-casseurs" de 2019 qui instaure des infractions fourre-tout autorisant des garde-à-vue préventives, par le recours prioritaire à la procédure de comparution immédiate, avec l'arbitraire des interpellations et avec une judiciarisation à outrance, le gouvernement dispose de tout un arsenal d'outils de dissuasion à manifester.

La transformation de la liberté fondamentale de manifester en un problème d'ordre public aura fait des avancées décisives sous le quinquennat de Macron.

Exercice de la démocratie

La Ve République, par le pouvoir qu'elle confère au président, est souvent qualifiée de monarchie républicaine. Macron en aura fait une démonstration éclatante : dans tous les domaines, les décisions tombent d'en haut, sans concertation préalable. Il exerce le pouvoir seul, sans tenir compte des corps intermédiaires – associations, syndicats, partis politiques. L'Assemblée Nationale n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Et lorsque les citoyens sont consultés, leurs propositions sont ignorées ou déconstruites, comme ce fut le cas pour la Convention Citoyenne pour le Climat.

La pandémie de Covid-19 aura été le point d'orgue de cette conception du pouvoir : les discussions sont menées en conseils restreints, en dehors de tout débat démocratique, puis les décisions sont prises par le monarque-président.

La dérive autoritaire apparue sous les quinquennats précédents n'aura fait que se renforcer sous la présidence de Macron.